

Un jet de pierres dans le jardin du consensus...

Emmanuel Todd et « Charlie » : mais où donc est-il passé ?

Après les nombreuses critiques soulevées par ses ouvrages antérieurs, Emmanuel Todd a suscité une violente polémique lors de la publication de son nouveau livre en mai 2015 : *Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse* (éd. du Seuil). Michel Ferron, administrateur du CÉAS, rend compte de la pensée de l'auteur tout en effectuant une analyse critique minimale de l'ouvrage.

Replacée dans le contexte des attentats du 13 novembre 2015, la (re)lecture de l'ouvrage ne fait qu'accroître le malaise inspiré par la thèse de son auteur, accusant la nation française d'avoir « *sur-réagi* », au lendemain de l'assassinat des journalistes de *Charlie-Hebdo* et de la tuerie perpétrée au magasin Hyper Cacher de la Porte de Vincennes.

Dès les premières lignes de son introduction, assimilant les manifestations du dimanche 11 janvier 2015 à un « *accès d'hystérie* », il se livre au diagnostic provocateur et sans nuances d'une sorte de pathologie du corps social. Il s'appuie sur une analyse sociologique des manifestants qui ont défilé ce jour-là à Paris et en province ; le tout est étayé de multiples relevés statistiques et illustré de cartes.

Certes, cette tentative de déconstruction de l'unité nationale n'était pas, en soi, forcément iconoclaste, si l'on veut bien convenir qu'en ce 11 janvier 2015 la priorité fut accordée plus à l'émotion qu'à l'ana-

Emmanuel Todd : anthropologue, sociologue et démographe qui appuie son analyse de la société sur l'hypothèse d'une détermination des idéologies, des systèmes politiques ou religieux par les systèmes familiaux. Souvent reçus comme à contre-courant des idées habituellement admises, ses essais successifs provoquent d'âpres controverses. Dans un ouvrage précédent (*Le Mystère français* – coécrit avec Hervé Le Bras – éd. du Seuil, 2013), il soutient l'idée d'un renversement de l'influence des deux composantes géographiques de la France : les régions périphériques de tradition souvent catholiques et fidèles à un modèle hiérarchisé sont désormais dominantes par rapport au reste du territoire de tradition républicaine et égalitaire.

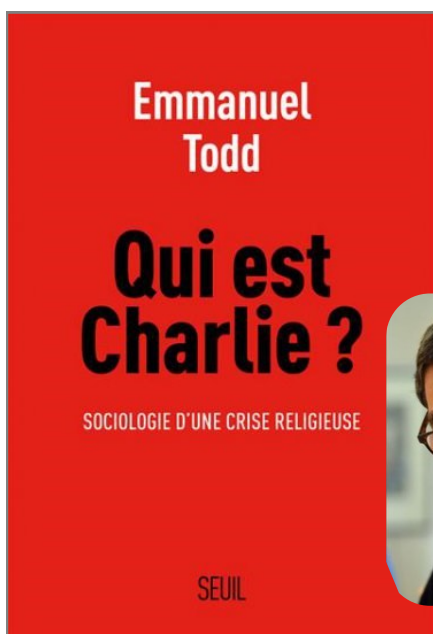
lyse raisonnée des faits et de leur brutale irruption sur la scène nationale.

On pourrait même globalement admettre avec Emmanuel Todd que « *la République qu'il s'agissait de défendre n'était pas celle de tous les citoyens* ».

De la même façon, on n'aura pas manqué d'observer quelques incongruités dans les récentes cérémonies de commémoration organisées devant des foules plus clairsemées : l'attribution pathétique de la Légion d'honneur à l'antimilitariste Cabu, embaumé par le chanteur Johnny Hallyday (une de ses plus constantes « *têtes de Turc* » !) en présence des chœurs de l'armée, a pu être soulignée comme une marque d'inadéquation du cérémonial républicain. Soit.

Communauté nationale sociologiquement fissurée et idéologiquement orientée ?

Pour autant, au-delà des affirmations péremptoires de l'auteur, on est en droit de s'interroger sur la



Le décryptage de l'humour « Charlie »

Mais où est donc passé Charlie ? Notre titre fait référence à la série de livres-jeux créée, dans les années 80, par Martin Handford, illustrateur britannique pour enfants : à l'intérieur d'une image, on doit retrouver un personnage nommé « Charlie ». La difficulté tient au fait que les endroits où se dissimule cette figure sont abondamment colorés et remplis de silhouettes (parfois déguisées comme Charlie) et d'objets divers. Rebondissant sur cette formulation ludique, il apparaît difficile de passer sous silence la difficulté que l'on peut continuer à éprouver pour décoder l'humour de *Charlie-Hebdo*.

Sur la base de quelques pages de unes récentes, certains sont tentés d'y voir les traces de la survie pathétique d'une revue satirique, désormais orpheline de talents assassinés. *Le Canard Enchaîné* du 27 janvier 2016 s'est fait l'écho de la polémique déclenchée dans une tribune libre du *Monde* (23 janvier 2016) par le lourd dessin de Riss (paru dans *Charlie-Hebdo* du 13 janvier) représentant le cadavre du petit Aylan mort noyé, accompagné de la légende : « *Que serait devenu le petit Aylan s'il avait grandi ? Tripoteur de fesses en Allemagne* ».

Au même titre, on pourra se montrer réservé devant le même détournement d'actualité dans le numéro de *Charlie-Hebdo* du 3 février 2016, transformant Jacqueline Sauvage, récemment graciée par le président de la République, en nouveau ministre de la Justice armée d'un fusil et s'écriant : « *Fini le laxisme !* »

L'éternel débat sur les formes et les limites de l'humour satirique est loin d'être tranché. On pourra penser que de tels « excès » ne méritent pas autant d'honneur ni autant d'indignité. La proclamation du droit à l'irrévérence n'entraîne pas nécessairement l'obligation d'y adhérer. En d'autres termes, la légitimité de l'humour inconditionnel ne supprime pas le droit à la distance et à la réserve...

C'est pourquoi, sans tomber dans la volonté de diabolisation exprimée par Emmanuel Todd à l'encontre de *Charlie-Hebdo*, accusé « *d'avoir réduit l'identité nationale française au droit de blasphémer Mahomet* » ou « *d'avoir réussi à mettre en danger les Français juifs en maltraitant des Français musulmans* », on peut se demander si la défense de la seule liberté critique suffirait à faire descendre aujourd'hui dans la rue autant de gens qu'en janvier 2015.

Preuve, s'il en était besoin, que ce jour-là, la nation tout entière n'avait pas en tête – n'en déplaise à Emmanuel Todd – la mise au pilori de l'islam : le pays s'est d'abord spontanément dressé contre la barbarie d'actes qui sapent les fondements de la République.

légitimité et la pertinence d'une analyse qui enferme sa démonstration dans des postulats surprenants. Revendiquant la posture du chercheur « *face à une manifestation emblématique de bonne conscience* », Emmanuel Todd déclare que l'examen approfondi de la participation aux manifestations du 11 janvier « *offre une fantastique clé de compréhension des mécanismes du pouvoir idéologique et politique dans la société française actuelle [en même temps que celle] de ses fondements religieux et structures économiques* ».

Il s'agit d'un présupposé méthodologique dont on pourrait s'accommoder dans la perspective d'une « *exploration élargie de la crise actuelle de la société française* », mais qui reste cependant lourdement compromis par la pratique d'une froide dissection de laboratoire.

Ainsi, on ne manquera pas d'être surpris par le parti pris d'Emmanuel Todd de se référer en permanence à la

cartographie des résultats des référendums sur le traité de Maastricht (1992) et le Traité constitutionnel européen (2005), définissant, selon lui, l'avènement de la « *cause européiste* » enraciné dans un déclin de la croyance religieuse (« *du Dieu unique à la monnaie unique !... Vidée de sa croyance en Dieu, la culture catholique a inventé l'euro* » !).

Dans le même ordre d'idées, on reste perplexe devant les longues digressions décrivant l'évolution des sensibilités politiques sous l'effet des mentalités religieuses et laïques (au milieu desquelles il isole avec insistance la catégorie des « *catholiques zombies* », responsables d'avoir accéléré la déchristianisation de la société).

Par ailleurs, constatant l'absence relative des couches populaires au sein des rassemblements de janvier par rapport à la forte présence des classes moyennes et supérieures (reflet, selon lui, de l'immobilisme du corps social depuis l'approbation du traité de Maastricht), il affirme : « *L'ancrage de la manifestation dans la moitié supérieure de la société française et dans sa périphérie post-catholique oblige à parler d'hégémonie d'un bloc ⁽¹⁾ ou d'une coalition sociale plus que d'unanimité.* »

« La sociologie commence d'être une science lorsqu'elle admet que les hommes, parfois, sont mus par des forces sociales qui les dépassent. »

Émile Durkheim, cité par Emmanuel Todd.

(1) – Emmanuel Todd l'appelle le « bloc MAZ » (c'est-à-dire : classes Moyennes, personnes Âgées, catholiques Zombies).

Dès lors, arc-boutés sur l'axiome central selon lequel la composition de la manifestation est la démonstration de la domination d'une classe moyenne islamophobe, les raccourcis les plus audacieux s'enchaînent :

- « *La dynamique de l'islamophobie est, pour une part, caractéristique de la zone euro.* »
- « *La diabolisation de l'islam répond au besoin intrinsèque d'une société totalement déchristianisée. Nous ne pouvons, sans cette hypothèse, comprendre la mobilisation de millions de laïcs défilant derrière leur Président catholique zombie pour défendre le droit absolu à caricaturer Mahomet, figure religieuse respectée par au plus 5 % des habitants du pays, parmi les plus faibles et les plus fragiles.* »
- « *Il suffit de concentrer notre attention sur les objectifs concrets de la manifestation pour atteindre ses valeurs latentes. Il s'agissait avant tout d'affirmer un pouvoir social, une domination, objectif atteint en défilant en masse, derrière son gouvernement et sous le contrôle de sa police.* »
- « *Le choc émotionnel résultant de l'horreur du 7 janvier a offert la possibilité d'une réaffirmation de l'idéologie qui domine la France : libre-échange, État social, européisme et austérité.* » ⁽²⁾

À travers toutes ces citations, on comprend mieux la vague d'irritation qui a submergé l'opinion publique en remontant jusqu'au sommet de l'État (sous la forme d'une ferme condamnation par le Premier ministre).

On ne peut, en effet, que déplorer l'incapacité phénoménale d'un chercheur en sciences sociales à sortir des frontières étroites d'un mode d'analyse qui a pour conséquence d'occulter l'essentiel de ce qui s'est passé en ce dimanche 11 janvier 2015, à savoir le sursaut de tout un peuple (certes bigarré et composite dans ses références), frappé de plein fouet dans sa chair et ses valeurs.

L'analyse d'une crise religieuse sous-jacente

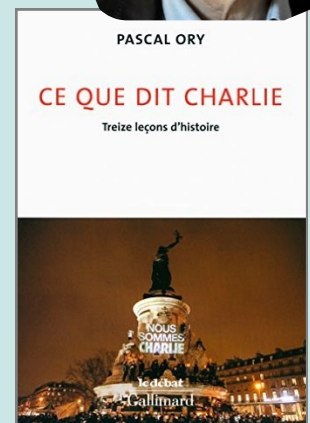
Si, comme on vient de le voir, il est difficile d'adhérer aux thèses arbitraires d'Emmanuel Todd sur la signification des rassemblements de janvier 2015, il est cependant un domaine dans lequel son livre peut s'avérer plus prometteur : celui de l'analyse du « fait religieux » comme l'un des soubassements des événements tragiques qui viennent de frapper la France (ainsi que le laisse entendre le sous-titre de l'ouvrage : *Sociologie d'une crise religieuse*).

Sans doute, objectera-t-on, la référence exclusive à l'arrière-plan religieux des deux vagues d'attentats peut masquer la prise en compte d'autres mobiles ayant pu inspirer leurs auteurs ⁽³⁾. Il n'empêche. Toutes les dé-

Pascal Ory : *Ce que dit Charlie. Treize leçons d'histoire* (éd. Gallimard, décembre 2015)

En contrepoint à ces notes de lecture critique du livre d'Emmanuel Todd, il paraît pertinent de mentionner (sans avoir l'ambition de recenser toutes les productions éditoriales inspirées par le sujet) cet ouvrage de Pascal Ory, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne : *Ce que dit Charlie. Treize leçons d'histoire* (éd. Gallimard, décembre 2015). On peut se référer à quelques déclarations de l'auteur dans la presse. Diamétralement opposée à celle d'Emmanuel Todd, l'analyse de Pascal Ory se situe délibérément dans le camp des observateurs optimistes et constructifs :

- « *Les Français ont répondu aux actes terroristes de 2015 en prenant le contre-pied de l'objectif souhaité par les agresseurs (...); avec les marches citoyennes et les lieux de mémoire, la société s'est réapproprié une symbolique républicaine* » (*Le Monde* du 9 janvier 2016).
- Dans un chapitre intitulé « Sidération », il montre que ce pesant symptôme de stupeur émotive (état paroxystique voulu par les terroristes) n'a pas débouché sur l'étape suivante de la guerre civile, « *parce qu'à deux reprises, la sidération a été suivie par l'examen de conscience et la mobilisation positive* » (*Dimanche Ouest-France* du 10 janvier 2016).
- Enfin, reprenant le concept du « choc des civilisations », l'auteur écrit que « *les attentats de novembre ont désigné le modèle français individualiste, libéral, hédoniste et laïc comme l'ennemi* » (*Télérama* du 6 janvier 2016).



(2) – L'auteur s'autorisera même une interrogation (non dénuée de cynisme) sur l'hypothèse d'une présence de Jérôme Cahuzac, représentant de l'évasion fiscale !

(3) – Cf. l'imposant article d'Olivier Roy dans *Le Monde* du 25 novembre 2015, intitulé : « Le djihadisme est une révolte générationnelle et nihiliste » (« *Les djihadistes sont en marge des communautés musulmanes : ils n'ont presque jamais un passé de piété et de pratique religieuse. [...] C'est la radicalité qui les attire par définition* »). Voir également le « point de vue » de Jean-Marie Petitclerc (prêtre salésien) hésitant dans la formulation de son analyse (« *Jeunes musulmans qui se radicalisent ou jeunes radicalisés qui s'islamisent ?* ») – *Ouest-France* du 20 janvier 2016.

clarations politiques et positions idéologiques, relayées jusqu'à maintenant par les médias de tous horizons, sont bien traversées par une problématique récurrente, celle de la nécessaire (re)définition de l'idéal français de laïcité. Et sur ce plan, l'auteur établit des distinctions judicieuses : entre le droit au blasphème sur sa propre religion et le droit au blasphème sur la religion d'autrui, plus encore, entre le droit au blasphème et le devoir de blasphémer toute croyance, dès lors qu'elle serait toujours perçue comme marque d'aliénation, selon une conception « laïciste », dont il stigmatise le discours « hystérique » (encore !).

Estimant qu'il faut sortir de la « phobie du religieux », sous peine de sombrer dans la vision dogmatique d'une laïcité se présentant comme une nouvelle religion (politiquement correcte ?), Emmanuel Todd déclare que l'islam semble être devenu « le bouc-émissaire d'une société qui ne sait plus quoi faire de son incroyance ».

On retrouve là le clivage traditionnel entre les tenants d'une laïcité intégrale (intégriste) et les partisans d'une laïcité plus ouverte (ou « libérale » ; on n'ose écrire « positive », en référence aux remous qu'avait pu soulever cette formulation utilisée par un ancien président de la République...). Et à ce stade de la réflexion, certains passages peuvent résonner – par anticipation – comme un écho au récent recadrage (musclé) opéré par le Premier ministre en direction de l'Observatoire de la Laïcité, accusé de pactiser avec des forces obscu-

rantistes ⁽⁴⁾.

Sans s'aventurer sur le terrain d'une distinction entre les pratiques *culturelles* inspirées par toute croyance religieuse et leur apport *culturel* au sein d'une civilisation, ni davantage sur l'émergence du courant philosophique moderne visant à établir les bases d'une « spiritualité sans Dieu » ⁽⁵⁾, Emmanuel Todd entreprend, à la fin de son livre, une réhabilitation de l'islam, devenant soluble dans l'idéal républicain.

Refusant l'attitude de confrontation qui aurait pour effet d'en faire un « idéal d'évasion » aux yeux d'une partie de la jeunesse « en manque de sens et de religieux », il prône délibérément la nécessité d'un « accommodement » avec cette religion pour favoriser le retour à la République. À nouveau, ce plaidoyer n'échappe pas à quelques affirmations gratuites (et quelque peu angéliques), telles que celle d'un islam « universaliste », susceptible de contribuer à un rééquilibrage de la culture politique française (« la culture arabe et musulmane transformée peut contribuer au rétablissement d'un vrai républicanisme en France »). Terminant son livre par une profession de foi assimilationniste, il évoque dans les dernières lignes, en reprenant la métaphore classique de la « ville-monde », la vision – quelque peu naïve et convenue – d'un Paris futur, devenu une « nouvelle Jérusalem, où auront fusionné des représentants de tous les peuples du monde ».

(4) – Voir, sur ce sujet, l'intéressant « point de vue » de Guy Coq dans *Ouest-France* du 8 février 2016 : « Laïcité : faut-il rouvrir le débat ? » L'auteur y oppose la laïcité historique de la loi de séparation de 1905 aux anathèmes anticléricaux du « petit père » Combes (1835-1921).

(5) – Cf. André Comte-Sponville, *L'esprit de l'athéisme – Introduction à une spiritualité sans Dieu*, éd. Albin Michel, 2006.